

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1924.

Proposition de loi d'amnistie administrative.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'AMNISTIE ET L'OPINION PUBLIQUE.

En Belgique, comme ailleurs, l'opinion publique incline vers des sentiments plus généreux vis-à-vis de ceux de nos concitoyens qui furent frappés, après l'armistice, de peines judiciaires ou administratives, en raison de leur conduite pendant la guerre.

Le temps a tassé beaucoup de choses, a éclairci beaucoup de situations troubles.

Les esprits, qui semblaient être obnubilés par la névrose de la guerre, se sont apaisés et ont donné plus de place à la raison, à la clémence.

On semble avoir une conception plus saine des situations qui existaient pendant la guerre; les critères, avec lesquels on juge en 1924 la faute commise ne sont plus les mêmes qu'en 1919.

L'histoire, du reste, se répète : après chaque guerre, après chaque période de trouble, le législateur et l'autorité ont révisé les peines infligées et les mesures appliquées, lorsque l'atmosphère agitée et la situation trouble, d'où les fautes étaient nées, semblaient quelque peu éclaircies.

Si nous voulons nous rendre compte de la dégression de la fièvre de guerre, au fur et à mesure que nous nous éloignons de la date de l'armistice, il nous suffit de considérer les deux points extrêmes suivants : la condamnation à la peine capitale de Rob. Dewael, pour avoir accepté une place de chargé de cours à l'Université de Gand et l'acquittement du baron Coppée. « It is long way » à travers des broussailles d'injustice, de cruautés et de cas tragiques, un chemin jonché de beaucoup de rancune, de ressentiment et de haine. Malheur à ceux qui, dans ce tirage fatal, ont eu un mauvais sort !

En vérité on pourrait se demander de quelle façon la paix sociale et l'unité du pays auraient été le mieux servies ou bien par cette série interminable de pour-

suites judiciaires aboutissant il est vrai, à la punition, de quelques coupables, mais laissant, par contre, un grand nombre de coupables impunis, alors que tant d'autres encore furent frappés avec trop de sévérité ou à tort, — ou bien en acceptant purement et simplement la formule d'amnistie qui figurait déjà dans le Traité de Paix de Versailles : « Personne ne sera poursuivi pour délits de participation à des mesures de guerre antérieures à la signature de l'armistice. »

(Art. VI du Traité de l'armistice du 11 novembre 1918, ratifié par l'article 212 du Traité de Paix du 28 juin 1919, approuvé par la loi Belge du 15 septembre 1919).

En raison des situations exceptionnelles et compliquées qui ont existé ici durant les cinq années d'occupation, la Belgique aurait dû *prendre l'initiative* du geste généreux de l'amnistie avant que celle-ci ne fût accordée dans bien d'autres pays.

A présent, elle vient bonne dernière.

La *Revue catholique des idées et des faits*, dans son numéro du 21 novembre dernier, pose la question : « Faut-il amnistier en Belgique ? » et elle répond comme suit :

« Il eut fallu amnistier *motu proprio* depuis bien longtemps. On eut empêché la question de s'envenimer et on eut coupé l'herbe sous les pieds de ceux qui depuis se sont servis de l'amnistie pour entretenir en Flandre l'agitation et le trouble. »

Il s'est déjà passé quatre ans, depuis que l'honorable M. Carton de Wiart déclarait à la Chambre :

« Nous devons, certes, tenir compte des éléments nouveaux qui peuvent modifier le caractère de certains faits qui nous ont paru répréhensibles. »

C'est pourquoi nous ne partageons pas la manière de voir de l'honorable Ministre Masson qui, lors d'un récent débat sur l'amnistie, a dit qu'il était préférable d'attendre le moment que l'opinion publique se soit fixée et se soit manifestée.

Cette opinion est *fixée* en ce sens qu'elle est prête à accepter un large geste de rémission des punitions encourues par lequel le voile de l'oubli serait jeté sur les faits incriminés. Et même ceux qui ne seraient pas encore disposés à passer l'éponge sur le passé, désirent néanmoins établir une plus juste relation entre la punition et la faute commise.

En tergiversant plus longtemps, on permet à l'agitation politique d'exploiter le mouvement pour amnistie.

Beaucoup de gens modérés, même en dehors de la politique, sont d'accord à ce sujet. Le Gouvernement aurait dû prendre plus tôt l'initiative d'un geste d'apaisement, d'un *motu proprio* comme il a été dit plus haut, ce qui aurait amené la tranquillité et la paix. En maintenant les centres d'opposition et de rancune, qui se sont formés des révoqués et des condamnés, on a frayé le chemin à ceux qui dans le mouvement pour l'amnistie ne voient ni la rémission ni la libération, mais qui voudraient faire dégénérer le mouvement en une exaltation des fautes commises. Cette politique serait le mieux servie en laissant les condamnés dans la prison et les révoqués dans la misère.

L'honorable M. Huysmans avait parfaitement raison lorsqu'il prétendait, au

courant d'une séance de la Chambre, qu'il considérait les quelques condamnés politiques, qui se trouvent actuellement encore dans les prisons belges, comme moins dangereux, les ayant devant lui comme adversaires dans un meeting, que s'ils restaient enfermés en prison.

Le Gouvernement et le Parlement ont le pouvoir d'empêcher, par un grand geste de clémence, que beaucoup de milieux et particulièrement notre jeunesse flamande, soient plus longtemps agités par une action malsaine pour l'amnistie. En effet, si celle-ci nuit considérablement à l'idée juste et chrétienne d'amnistie auprès de l'autorité, elle est aussi néfaste pour l'union et la paix dans le pays.

Pourquoi présentons-nous une proposition spéciale sur l'amnistie administrative? L'action pour l'amnistie jusqu'à présent a visé surtout les condamnés judiciaires plutôt que la catégorie de fonctionnaires et employés, qui sont cependant beaucoup plus nombreux. Leur cas est moins connu du grand public; cependant il y en a parmi eux qui matériellement et moralement ont souffert plus que les premiers, et la plupart d'entre eux furent condamnés sans accusation publique, sans instruction suffisante, sans procédure convenable et dans une atmosphère d'obnubilation des esprits.

Les mobiles qui ont provoquée l'acte récusable ainsi que les considérations qui militent en ce moment d'une façon si impérieuse en faveur de l'amnistie administrative ou de la révision des peines, ne sont pas toujours de la même espèce que dans les cas judiciaires.

D'autre part, si nous voyons dans la publication de la loi sur l'amnistie autre chose qu'une simple déclaration platonique, la question difficile et complexe de la réintégration se posera inévitablement.

Seul le Gouvernement dispose des éléments nécessaires pour donner à cette question que les cinq années qui ont passé sur les peines encourues, ont rendue plus complexe, une solution complète pour fixer dans les termes d'une proposition de loi la procédure applicable à tous les organismes administratifs.

Mais, puisque le Gouvernement n'a pris jusqu'à présent aucune initiative en la matière et que de toutes parts s'élèvent des voix demandant réparation de tant de criantes injustices, nous avons voulu donner les directives tendant à accorder réparation et justice aux fonctionnaires, employés et ouvriers qui furent frappés injustement ou avec trop de sévérité.

Il est admis à présent qu'on a agi envers eux avec une sévérité excessive, avec une prévention incontestable, avec une ignorance complète des réalités qui ont entouré les faits punis avec tant de rigueur.

Circonstances dans lesquelles les faits se sont passés pendant la guerre.

Les autorités ainsi que les juridictions établies par elles se sont-elles efforcées loyalement de se replacer à l'époque de désarroi, d'incertitude et d'indécision, au milieu de laquelle les faits récusés se sont passés?

Les jurisconsultes les plus éminents, des membres du Parlement restés en pays occupé, de futurs ministres, ne savaient quel conseil donner ou donnèrent

des avis contradictoires aux fonctionnaires qui venaient leur demander quelle attitude ils avaient à prendre.

Un grand nombre de ceux qui ont encouru des peines, étaient restés en service et avaient accepté une fonction ou une promotion *sur le conseil de hautes personnalités* qui toutes n'ont pas eu plus tard le courage de porter la responsabilité de leurs dires : « Ils attendraient, avant d'affirmer la foi donnée, que l'opinion publique se fut calmée ».

Un fonctionnaire décrit dans *La Gazette* du 8 mars 1923, son aventure comme suit :

« Je tiens à faire remarquer, tout d'abord, que dans tous les autres ministères que dans celui des chemins de fer, les fonctionnaires et employés avaient été autorisés à travailler sous le contrôle allemand, et que presque tous les intéressés durent signer, par conséquent, la déclaration de loyauté exigée par l'occupant.

» Ce ne fut qu'en 1917, lorsque les Allemands décrétèrent la séparation administrative, en vertu de laquelle les fonctionnaires wallons étaient envoyés à Namur, que les intéressés se demandèrent s'ils devaient rester à leur poste ou donner leur démission.

» J'allai avec d'autres de mes collègues du ministère auquel j'étais attaché consulter mon secrétaire général au sujet de la voie à suivre. Ce chef nous dit que chacun devait agir selon sa conscience et qu'il n'avait aucun conseil à donner. Nous apprîmes cependant plus tard qu'il avait reçu des instructions du Havre, et demandé et obtenu des Allemands un congé de six mois.

» Sa réponse équivoque nous décida à aller voir des membres de la Chambre et du Sénat. Certains de ceux-ci étaient divisés quant à l'attitude à prendre et à l'interprétation à donner à la Convention de La Haye ; d'autres étaient d'avis que nous devions rester à notre poste, suivre la politique du moindre mal en continuant à servir les intérêts de nos concitoyens si terriblement éprouvés :

» — Comme cela vous empêchera la désorganisation du service et le gâchis complet... nous dit un ministre d'État.

» Des princes de l'Eglise partagèrent cet avis.

» Plusieurs agents suivirent ce conseil, alors que les fonctionnaires supérieurs donnaient leur démission, parce qu'ils en avaient reçu l'ordre. Par suite de ses démissions, certains emplois devinrent vacants et furent occupés par d'anciens employés, ce qui leur valut une augmentation de quelques centaines de francs, très peu de chose donc, puisqu'à cette époque le prix de la vie était monté à une hauteur vertigineuse. »

Il arriva donc que nombre de fonctionnaires et employés furent déplacés à Bruxelles par ordre formel qui leur fut transmis par leurs chefs directs *sans la moindre observation ou le moindre avis*.

D'autre part, les Allemands ont fait usage des formules de contrainte qu'ils ont découvertes dans l'arsenal des circulaires ministérielles belges et qui contiennent la menace de la perte du traitement en cas de refus.

C'est ainsi que les percepteurs des postes furent contraints de reprendre leur service; en cas de refus ils s'exposaient à encourir des punitions et de la part de l'occupant et de la part du Gouvernement belge, ce qui appert de nombreux témoignages, entre autres d'une lettre que *La Gazette* a publiée et dans laquelle

un chef de service belge informe les percepteurs des postes, dans un ordre de service signé par lui, que le personnel *est obligé* de reprendre le service, et que tous ceux qui ne se conformeront pas à cet ordre, seront punis de suspension de traitement.

Ce document date du 7 septembre 1915.

Il est incontestable, d'ailleurs, que beaucoup d'employés ont fait *œuvre utile* en restant à leur poste. On cite le cas d'un fonctionnaire des postes, M. Lepère, qui n'a pas hésité à retenir une lettre, afin de pouvoir aviser deux autres fonctionnaires belges qu'ils étaient en danger et qu'ils devaient faire disparaître certains documents qui pourraient leur valoir le cachot allemand ou le poteau d'exécution.

D'autre part, personne n'a songé à en vouloir aux receveurs des contributions du fait qu'ils étaient restés en fonction.

Les inspecteurs de l'enseignement, qui sont restés en service, n'ont-ils pas empêché, en restant à leur poste, l'occupant de s'emparer de toute l'administration de notre enseignement? D'ailleurs, plusieurs membres de l'administration centrale de l'enseignement semblent avoir été de cet avis, puisqu'ils sont restés en activité, pendant un certain temps, après la séparation.

C'est surtout le transfert forcé à Namur, quelques mois après, qui a provoqué de l'opposition. Où est le juge qui en âme et conscience peut faire le départage entre les fonctionnaires qui dans cette opposition sont allés assez loin ou pas loin assez? Qui oserait se porter juge dans le cas psychologique de ceux qui n'ont pas agi précisément comme certains de leurs collègues? Et pourquoi destituer les uns et accorder des promotions aux autres?

Les cas dans l'enseignement sont nombreux et déconcertants. Quelle était la norme? Le Gouvernement belge n'a pas voulu mettre le pays devant des ruines morales et intellectuelles plus grandes, en proclamant la suspension de l'enseignement à l'intérieur du territoire occupé. Le personnel enseignant non militarisé, résidant à l'étranger, fut renvoyé en Belgique; même on a pris des mesures disciplinaires contre ceux qui n'avaient pas repris leur service.

Puisque l'enseignement devait être continué, en quelle mesure les places vacantes pouvaient-elles être occupées?

Qui aurait osé tracer ici avec sûreté la ligne de démarcation entre ce qui était permis et ce qui ne l'était pas, entre les rapports licites ou non avec l'occupant? Il est trop facile de s'abriter derrière la formule vague : « Que chacun agisse selon sa conscience », ou d'appliquer le critère trop simpliste : « Qui a accepté une place ou une promotion est punissable. »

Après la *déposition de l'honorable homme d'État, M. Levie, devant la Cour d'Assises de Namur*, on a ouvert de grands yeux dans le pays, en apprenant que les secrétaires généraux des divers Départements avaient reçu des instructions formelles avec mission de les communiquer à leur personnel. N'était-ce pas une *excuse sérieuse pour tous les agents inférieurs*, que les fonctionnaires supérieurs, par crainte de difficultés, n'ont osé communiquer ces instructions qu'à un nombre infime de subordonnés?

Comme guide de leur conscience, ces agents n'avaient, en effet, d'autre directive que *l'attitude indécise des personnes autorisées ainsi que toutes les contradictions* qui se manifestèrent autour d'eux : tantôt, ils entendaient invoquer la

Convention de La Haye, puis on disait cette Convention périmée; d'après les uns les fonctionnaires des finances devaient démissionner, d'après les autres ils devaient s'en tenir à la circulaire confidentielle du 31 juillet 1914 : on voyait se fermer les Universités en Belgique, mais celle de Lille fut rouverte; la Belgique édictait des arrêtés-lois pour le territoire occupé, la France n'en faisait rien; on interdisait à l'occupant le droit de faire des lois, mais la Cour de Cassation validait la loi allemande sur les loyers.

Ne devait-on pas tenir compte, au milieu de ces contradictions, de la possibilité qu'un fonctionnaire *pouvait croire en toute loyauté* — et cette conception avait été exprimée en haut lieu — que le patriotisme exigeait de tous les citoyens de l'Etat qu'ils restent à leur poste et que, dans l'intérêt du pays déjà si fortement éprouvé, se soumettent à certaines mesures prises par l'occupant, afin d'assurer la marche régulière de l'administration, de ne pas jeter le désarroi dans les services publics et... de ne pas laisser occuper les places vides par des agents allemands.

Et lorsque nous-mêmes nous occupions le territoire allemand, n'était-ce pas également sur la Convention de la Haye que nos représentants se basaient pour exiger des fonctionnaires allemands une loyale collaboration afin de maintenir des situations normales dans les territoires occupés?

C'est devant ces problèmes de conscience très complexes qui furent posés par les circonstances angoissantes de l'occupation, que Mgr Mercier a déclaré, lors du dernier fameux procès pour faits de guerre, ce qui suit :

« J'ai agi de même à propos du travail de nos ouvriers. J'ai admiré, exalté autant et plus que personne, nos ouvriers qui ont poussé l'héroïsme jusqu'à se laisser déporter plutôt que de livrer leur main-d'œuvre à l'ennemi. Mais j'ai approuvé positivement tels ou tels industriels ou commerçants qui, pour donner du travail à leurs ouvriers, s'exposaient à devoir fournir à l'ennemi une partie proportionnelle de leurs produits.

» J'ajoute que je n'ai jamais osé jeter la pierre à une autre catégorie d'ouvriers qui, pour donner du pain à leurs femmes et à leurs enfants, aidaient de leurs bras l'ennemi dans les arsenaux de Malines et de Louvain.

« Il est bon, il est beau d'admirer l'héroïsme : nul n'a le droit de l'ériger en loi.

» Les problèmes de conscience qui se posaient pendant la guerre étaient souvent très complexes. Ils comportaient en bien des cas des solutions diverses, même opposées, qui, les unes et les autres, pouvaient se justifier.

» Il faut n'avoir pas connu l'état d'âme si souvent angoissé et angoissant des Belges sous l'occupation, pour réclamer aujourd'hui, de tous, une ligne de conduite uniforme. »

L'arrêt de la Cour d'Assises dans le procès Coppée n'a pas instauré une jurisprudence nouvelle, comme il fut dit lors de l'interpellation à ce sujet; mais cet acquittement a mis en pleine lumière la conception nouvelle des actes commis pendant la guerre, que M. de Broqueville qualifiait de « politique du moindre mal ».

Les Commissions d'enquête et les Conseils d'honneur.

La procédure, suivie par les différents Départements dans l'application des mesures disciplinaires, le fait d'enlever à l'accusé les moyens de défense les plus élémentaires ont sans doute le plus contribué à faire prononcer des sentences injustes et même contradictoires.

Nous pouvons affirmer que l'État, dans le procès tendant à rompre son contrat avec le fonctionnaire, s'est approprié d'une façon par trop arbitraire tout droit d'accusation, d'instruction, de jugement et de sentence. N'a-t-il pas été juge et partie dans une même affaire où l'opinion politique apportait très souvent l'argument décisif.

Il eût été certes préférable d'instituer en vue de ces procès, un Tribunal Administratif ou Conseil d'État provisoires avec les attributions d'un conseil arbitral tant de fois demandé. Malheureusement, par l'Arrêté Royal de 1919 furent institués les soi-disant commissions d'enquêtes et conseils d'honneur.

Les Commissions et les Conseils étaient, les premières dans leur totalité, les secondes en majeure partie composés de fonctionnaires ou d'anciens fonctionnaires.

A cause d'une certaine déformation professionnelle, parfois d'une rancune déjà ancienne ou d'une vieille rivalité, de l'incapacité, de comprendre l'état d'âme qui avait engendré la faute, et « last not least » la peur de l'autorité ou la crainte d'une opinion publique malade d'après guerre, continuellement surexcitée par certaine presse, ces arbitres étaient peu capables de juger sainement et sans prévention.

Les dépositions les plus suspectes, même des dénonciations anonymes furent prises en considération et, si l'on n'a pas toujours osé les citer dans les conclusions, elles reposaient toutefois dans le dossier et ont contribué à créer autour de l'accusé la néfaste atmosphère et à rendre sa position intenable dans sa fonction antérieure.

Nous avons pu prendre connaissance de quelques uns de ces dossiers : certaines dépositions haineuses, des affirmations grotesques et vulgaires qui s'y rencontrent, les déclarations gratuites d'indignation patriotique, ne peuvent s'expliquer que par la jalousie de métier, la haine politique ou l'impatience par trop évidente chez certains fonctionnaires, d'attirer sur leur personne l'attention de l'autorité supérieure par une déposition retentissante. Il est dur de devoir constater ces faits, mais c'est la vérité.

La procédure refusait, d'autre part, aux accusés les moyens de défense dont dispose un malfaiteur de droit commun. Lorsqu'il s'agissait de sauver leur honneur, leur existence et celle de leurs enfants, il leur était interdit de *se faire assister par un défenseur*.

Ils ne pouvaient pas prendre connaissance des pièces de leur dossier ; les *témoignages* à leur charge ne leur furent pas communiqués, parfois même pas tous les faits mis à leur charge. La mesure disciplinaire appliquée leur fut communiquée ; mais *les conclusions de la commission d'enquête*, sur lesquelles cette mesure était basée, furent par d'aucuns vainement réclamées.

En ce qui concerne le Conseil d'Honneur, — l'honorabilité de ses membres est hors cause — l'accusé y était également privé des moyens de défense les plus

élémentaires. L'accusé doit conserver le droit — que même l'Inquisition ne lui aurait pas contesté — de connaître son accusateur et les témoins, et d'avoir un défenseur à l'audience publique.

La condamnation de cette procédure se trouve dans la circulaire de juin 1924, instituant au Département des Chemins de fer un *Conseil d'Appel*, auquel nous reviendrons plus loin.

« Dans un but d'équité, il sera nécessaire de procéder à une révision générale des punitions infligées du chef d'activisme ou de faits antipatriotiques. »

Ce « dans un but d'équité » retombe assez lourdement sur les décisions du Conseil d'Honneur.

Manque de responsabilité dans les mesures qui furent prises.

Les commissions d'enquête et les conseils d'honneur s'abritaient derrière le ministre pour couvrir leur responsabilité; ce fut en effet celui-ci qui décida en dernière instance des conclusions prises par eux.

Mais un fait qui caractérise bien la situation de même que l'atmosphère de terreur créée par les inquisiteurs de certaine presse bruxelloise, c'est qu'il est arrivé que le ministre, de son côté, cherchait à se couvrir de son conseil d'honneur, lorsqu'une sentence trop sévère le plaçait en mauvaise posture. C'est ainsi que M. Van Cauwelaert nous a signalé, dans la séance du 25 janvier 1921, qu'un ministre tout en réprouvant en conscience certaine destitution, l'avait néanmoins signée, parce qu'il reculait devant le conseil d'honneur *qui menaçait de démissionner*. N'a-t-on pas vu le cas, qu'on ne respectait pas même les mesures prises par des ministres eux-mêmes? Leur autorité ne fut-elle pas atteinte par ces fonctionnaires qui, se plaçant au-dessus du Ministre, menaçaient de démissionner en bloc — pour employer une expression favorite — si tel de leurs collègues, soi-disant traître à la patrie, mais dont le cas n'avait pas même été examiné, n'abandonnât immédiatement ses fonctions et son gagne-pain?

M. Destrée caractérisait ces situations par une expression élégante mais empreinte d'un cruel scepticisme: « incompatibilité d'humeur ». Afin de tourner la difficulté, le fonctionnaire fut parfois déplacé; c'était d'après M. Destrée « une tentative de l'adapter au milieu », mais qui très souvent brisait pour toujours un bel avenir.

Pendant qu'à l'intérieur du pays on créait ainsi des victimes en masse, l'étranger, devant tant de mesures cruelles, se demandait si les Belges n'avaient pas assez souffert pour s'entre déchirer avec pareil acharnement?

Mesures différentes pour les fonctionnaires civils et militaires.

Nous partageons complètement l'opinion de M. Drèze qui, lors de l'interpellation de MM. Doms et Huysmans, demandait un traitement égal pour les *fonctionnaires civils et militaires*. Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter un instant à ce procédé de deux poids et deux mesures. D'une part nous voyons *des centaines d'officiers*, accusés d'avoir passé sans nécessité absolue la frontière hollandaise,

mis en disponibilité pour deux, trois ans et dès lors soustraits à la dangereuse atmosphère d'après guerre; lorsque la fièvre de persécution fut passée, ils furent traduits à tour de rôle devant un conseil professionnel qui les acquitta l'un après l'autre.

N'a-t-on pas vu des commandants de forts qui furent condamnés à moins de dix ans d'emprisonnement, quoiqu'il fût établi qu'ils avaient abandonné leur forteresse à l'encontre de tous les ordres reçus. Pourquoi une condamnation de moins de dix ans? Parce que dans ce cas ils pouvaient être repêchés par une loi d'amnistie générale applicable aux officiers seuls et conserver ainsi leurs appointements.

A-t-on agi de même pour les fonctionnaires civils?

Cédant devant une agitation artificielle de l'opinion publique, on les a fait comparaître sans délai, les a destitués et couverts de déshonneur. Pourquoi leur a-t-on appliqué un critérium patriotique plus rigide qu'aux militaires?

Foyers d'opposition.

La sévérité excessive, voire l'injustice de beaucoup de punitions ont fait naître dans bien des milieux des foyers d'agrissement où tous les mouvements extrémistes trouvaient un développement facile: des frères, des sœurs, des enfants, des connaissances et des parents, parfois même toute une commune, qui prennent parti pour le révoqué.

S'il n'y en a que quelques centaines, frappés par l'arrêt de révocation, il y en a des milliers qui portent leur part des souffrances, de la honte et dont le cœur se remplit d'indignation et de rancune.

Nous ne voulons citer qu'un seul exemple: Ont-ils suffisamment réfléchi aux conséquences de leurs mesures, ceux qui ont enlevé aux instituteurs de 1917 et 1918 leur diplôme et qui persistent à tracasser inutilement ces jeunes gens, même après qu'ils se sont soumis à un nouvel examen? Les mêmes dirigeants se plaignent parfois de la mentalité qui règne dans certains milieux d'instituteurs flamands, mais ne portent-ils pas une large part de responsabilité!

Doit-on s'étonner de l'état d'âme des fonctionnaires révoqués? La plupart d'entre eux ont atteint l'âge où il devient très difficile de se créer une nouvelle situation: à cause de la souillure qu'on a jetée sur eux, ils sont stigmatisés comme activistes et repoussés partout. Arrive-t-il, par surprise, qu'ils obtiennent un gagne-pain, les persécuteurs, même les simples concurrents, sont là tout de suite pour le leur enlever. Il existe une haine, qui ne peut se prévaloir ni d'esprit civique ni même d'esprit chrétien, c'est la haine qui ne veut rien entendre, rien sentir, qui n'est assouvie que du moment que le fonctionnaire stigmatisé dépérit de misère ou qu'il est rapatrié... après sa mort. De cette façon, bon nombre de fonctionnaires ont été frappés non pas une fois, mais à d'innombrables reprises.

Actuellement, leur situation est exploitée par certains organismes privés qui achètent leurs capacités intellectuelles et leur activité pour une croûte de pain.

Plusieurs d'entre eux, minés par la tristesse et la misère, sont morts prématurément des suites de vexations et de persécutions.

Peut-on, dès lors, s'étonner que l'homme dans la rue fasse la comparaison

simpliste : d'une part, le fonctionnaire destitué qui, malgré la fonction qu'il dut payer si cher, a néanmoins dû lutter, pendant toute la guerre, contre la misère, et, d'autre part, le commerçant, que la guerre a enrichi, qui, conscient ou non, a trafiqué plus ou moins directement avec les Allemands, et qui a même eu sa part des distinctions dont on a été si prodigue après la guerre.

La perte des droits à la pension.

Le droit à la pension fait partie du contrat conclu entre le fonctionnaire et l'État ; dans bien des cas l'État a repris ce droit d'une façon par trop arbitraire.

Les droits à la pension devraient être inattaquables : L'erreur la plus grave n'efface pas les services qu'un fonctionnaire a rendus à la communauté durant toute une carrière administrative irréprochable.

Je connais le cas d'un fonctionnaire provincial qui fut destitué après quarante années de loyaux services pour des faits dans lesquels sa responsabilité fut très discutable. Comme tous les autres il a perdu ses droits à la pension.

Plusieurs membres du Parlement, et non des moindres, ont émis l'avis, qu'on devrait éliminer de la loi sur les pensions la stipulation par laquelle la destitution entraîne la perte des droits à la pension. Dans sa proposition sur les pensions des receveurs communaux M. Maenhaut maintient ce droit même en cas de révocation.

Les fonctionnaires destitués furent autorisés à continuer leurs versements à la caisse des veuves et orphelins, ce qui pour la plupart d'entre eux fut chose impossible au moment où leur destitution les privait de tous moyens de subsistance. Ceux qui ont pu retrouver une situation plus tard, ont voulu verser les arriérés ; mais si nos renseignements sont exacts, ces versements ont été refusés un an après la destitution.

Nous n'exagérons pas en disant que les suites des condamnations judiciaires ont été, dans bien des cas, beaucoup moins pénibles que celles des punitions administratives ; ces dernières, en effet, entraînaient pour le fonctionnaire la privation de ses fonctions, de ses moyens de subsistance, de sa pension, de son honneur, des fruits de toute une carrière, j'allais dire du droit même à l'existence pour lui et sa famille.

Essais de revision.

A plusieurs reprises des voix se sont élevées au Parlement pour signaler au Gouvernement son devoir de faire procéder à une revision générale des mesures disciplinaires appliquées depuis l'armistice.

Par l'interpellation de MM. Huysmans et Van Cauwelaert, le 25 janvier 1924, l'attention du pays et du Gouvernement fut attirée sur cette situation.

Déjà en 1920, la Commission sénatoriale du budget des Chemins de fer avait demandé au Gouvernement de se montrer plus clément et lui avait conseillé « d'entrer délibérément dans *la voie de la conciliation* au lieu de maintenir cet état d'aigrissement si pernicieux pour l'union et la concorde entre les citoyens. »

C'est alors qu'on a institué au département des Chemins de fer un Conseil d'appel qui avait à connaître de centaines de ces différents. Les décisions de ce Conseil de revision étaient toutefois empreints du même esprit que les Conseils d'honneur; il n'en pouvait être autrement, vu sa composition.

Et si, parfois, dans des cas manifestement injustes, le Conseil d'appel proposait la réintégration du fonctionnaire puni, il est arrivé que cette décision fut *cassée par le Cabinet*; ce procédé était d'autant plus inacceptable, que les moyens de défense, dont le fonctionnaire avait disposé devant le Conseil d'appel, lui faisaient défaut du moment que son cas était porté devant le Cabinet.

D'ailleurs, dans la plupart des départements un Conseil de revision n'a jamais fonctionné. Lorsque, en pareil cas, on s'adresse au Ministre compétent pour obtenir une revision, il peut se déclarer impuissant d'annuler une décision de son prédécesseur, étant donné qu'il ne dispose pas d'un organisme de revision.

Et cependant il paraîtrait tout naturel, que le Gouvernement suive la même procédure dans tous les départements; comme il l'avait fait pour la révocation ou la punition.

L'Arrêté Royal du 5 octobre 1923 a même annulé une décision du Conseil Communal d'Anvers réintégrant dans leurs fonctions plusieurs instituteurs qui, selon l'avis de l'administration actuelle, avaient été frappés avec trop de sévérité.

Ce fait constituait non seulement une infraction à l'autonomie communale; mais on peut, d'autre part, s'étonner des considérations sur lesquelles la décision était basée :

« Attendu qu'une disposition légale ne prévoit la réformation en tout ou en partie par une autorité quelconque de décisions disciplinaires régulièrement prises par les pouvoirs compétents; que dès lors ces décisions sont définitives;

» Attendu que la loi ne prévoit pas non plus la procédure en revision en matière disciplinaire qui permette de revenir sur des décisions de l'autorité administrative devenues définitives ».

C'était la consécration du principe juridique : « Une fois puni, reste puni ! » Impossible d'y revenir : on suppose donc qu'en matière de punition l'administration est *infaillible* !

Cette étonnante décision de M. le ministre Berryer provoqua la proposition Soudan-Huysmans autorisant les conseils provinciaux et communaux à reprendre les agents et les instituteurs révoqués dans une nouvelle fonction. Après la déclaration de M. le Ministre Pouillet dans les sections de la Chambre, il semblait être superflu d'insister davantage et les communes pouvaient être persuadées que de pareilles décisions ne seraient plus annulées par le Gouvernement. On a, toutefois, l'impression qu'il existe une législation pour la destitution administrative, mais non pas pour la reconstitution administrative, même en cas d'erreur. La présente proposition d'amnésie pourvoit provisoirement dans cette lacune.

II

AMNISTIE, DROIT A LA PENSION, RÉINTÉGRATION, REVISION.

Nous avons préconisé jadis l'institution d'une commission de révision interministérielle à laquelle tous les fonctionnaires punis auraient pu soumettre leur cas.

Mais cette revision complète aurait exigé beaucoup de temps, occasionné beaucoup de difficultés et rouvert les anciennes plaies ; d'autre part, n'oublions pas que depuis l'armistice cinq années se sont écoulées et que les fonctionnaires révoqués ont tant souffert matériellement et moralement que les conséquences de la mesure disciplinaire peuvent être considérées comme une punition suffisante pour les défaillances administratives les plus graves.

Dans la plupart des pays on nous a devancés avec une loi d'amnistie pour faits de guerre : la loi d'amnistie, votée par le Parlement français, couvre même les faits de l'*après-guerre*.

Ici, comme en France, la grande difficulté en fait d'amnistie administrative, consiste dans la réintégration sans laquelle l'amnistie pour les non-pensionnés reste lettre morte. La place des révoqués a été occupée très souvent par des anciens combattants, et personne ne pense à leur reprendre leur place.

La réintégration doit être faite par le pouvoir exécutif, c'est-à-dire par les ministres ; or, chez ceux-ci, on n'est pas sûr de rencontrer la même bonne volonté. En ce qui concerne les provinces et les communes, le Parlement ne peut faire autre chose que de donner des directives afin qu'elles procèdent à la revision à l'instar de la ville d'Anvers.

D'autre part, la plupart des administrations sont surpeuplées et de tous côtés on tâche de restreindre le nombre des fonctionnaires. Mais de même que lors de la révocation, l'argument de la pénurie de fonctionnaires ne pouvait arrêter les mesures disciplinaires, l'abondance de fonctionnaires ne doit-elle actuellement arrêter l'idée d'humanité et de justice. Les révoqués, qui pourraient venir en considération pour la réintégration, ne sont d'ailleurs pas si nombreux.

Le Gouvernement n'a pas encore donné des renseignements complets à ce sujet. Dans une réponse à une question parlementaire de M. Borginon, nous trouvons que pour les différents départements, hormis celui des chemins de fer, il y aurait 472 agents révoqués pour des faits politiques, parmi lesquels des Flamands, des Bruxellois, des Wallons.

Ce nombre sera à peu près le même pour le département des chemins de fer, des postes et télégraphes. Mais d'après la dernière déclaration de l'honorable M. Pouillet, des milliers d'ouvriers du chemin de fer auraient été, en outre, révoqués du fait d'avoir travaillé pour l'occupant. Pour l'attitude à prendre vis à vis de ceux-ci nous renvoyons à la déclaration précitée du Cardinal Mercier :

L'heure de grâce et de réintégration doit avoir sonné depuis longtemps pour ces travailleurs, s'ils expriment le désir de rentrer en fonctions.

Comme l'amnistie doit en tous cas avoir comme conséquence la restitution de

droits à la pension, un grand nombre d'amnistiés ne viendra plus en considération pour la réintégration parce qu'ils feront valoir leurs droits à la pension. Nous sommes d'avis que la pension devrait être accordée dans la plus large mesure.

D'autre part, parmi les fonctionnaires et employés il y en a qui, possédant des diplômes ou des aptitudes spéciales pour se créer une situation en dehors de l'administration dans le pays ou à l'étranger, ne désirent plus rentrer en fonctions.

Les fonctionnaires et employés à réintégrer qui, après déduction des deux catégories précitées, ne seront plus nombreux, occuperont les places de ceux qui viendraient à disparaître par suite de retraite, de démission, de décès ou autrement. D'ailleurs il faut reconnaître en ce qui concerne les qualités administratives, que la plupart des agents révoqués étaient des fonctionnaires d'élite et que, par leur réintégration, le niveau de l'administration intéressée ne serait nullement abaissé, d'autant plus qu'on se plaint tant des jeunes éléments recrutés après la guerre.

Les fonctionnaires réintégrés d'après l'article 3 de notre proposition, subiront une diminution qui sera dure à supporter pour la plupart d'entre-eux; ils seront réadmis dans le grade qui leur a été accordé en dernier lieu par une autorité belge reconnue; ce qui équivaut à une perte de promotions pendant sept ans.

Il nous semble, en conséquence, équitable de fournir, par mesure exceptionnelle, aux fonctionnaires qui estiment avoir été frappés injustement et qui, dès lors, demandent leur réhabilitation et non pas l'amnistie, l'occasion de prouver leur innocence.

La réintégration sera difficilement réalisable si l'administration intéressée fait preuve de mauvaise volonté. Aussi nous paraît-il indispensable qu'une Commission parlementaire, dûment complétée, ayant un droit de regard sur toutes les administrations, puisse intervenir en médiateur autorisé entre le fonctionnaire à réintégrer et l'administration qui pourrait l'admettre dans sa fonction antérieure ou dans une autre de même valeur. Ce n'est donc pas *une atteinte à la séparation des pouvoirs*, mais simplement une adaptation de pouvoir entre deux autorités, à défaut d'un Conseil d'État comme il en existe dans d'autres pays.

La composition de ce Conseil supérieur est certes sujet à critique, surtout lorsqu'il devra fonctionner comme Conseil de revision. Nous croyons, cependant, que cet organisme, réclamé par les circonstances, représente le mieux l'opinion publique, présente le plus de garanties d'impartialité pour juger objectivement les faits incriminés et pour faire, dès lors, des propositions aux administrations intéressées.

Quant aux fonctionnaires qui, n'étant pas nommés par une autorité belge reconnue, ont obtenu leur nomination initiale de l'administration allemande ou séparatiste, ceux-ci ne peuvent être ni écartés ni éventuellement relégués en arrière; car, si les départements les tiennent dès à présent comme non-existants, l'esprit de la présente loi comporte que leur passé ne peut être un obstacle à leur rentrée dans les administrations publiques.

* * *

Par la présente proposition nous avons essayé, en toute loyauté, de mettre un terme à des situations pénibles qui gangrènent la vie sociale de notre pays.

Nous ne prétendons pas avoir trouvé pour ce problème complexe et varié le remède qui s'appliquera exactement à chaque situation particulière. Si aucune loi ne peut se prévaloir de cette qualité, ce sera encore moins le cas pour la proposition présente, qui n'a d'autre but que de redresser des situations injustes et de réparer une minime partie de tout le mal qui a été fait.

Quoi qu'il en soit, nous avons voulu donner au Parlement et au Gouvernement les directives d'après lesquelles cette question épineuse pourrait être résolue.

L'autorité responsable ne peut reculer devant les éventuelles difficultés d'application, pour les mêmes motifs de justice et d'humanité qui nous ont inspiré cette proposition.

EM. BLAVIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 DECEMBER 1924.

Wetsvoorstel **tot verleening van Bestuurlijke Amnestie.**

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

DE AMNESTIE-GEDACHTEN EN DE OPENBARE MEENING.

De openbare meening is ook in België tot milder gevoelens overgegaan tegenover onze medeburgers, die, wegens hunne houding onder den oorlog, na den wapenstilstand gerechtelijke of administratieve straffen opliepen. De tijd heeft veel geleerd.

De terugkeerende kalmte heeft aan de rede meer plaats vergund in de geesten, welke geruimen tijd door de oorlogsroes, « de oorlogsneurose », bleken vertroebeld te zijn. Men beseft beter de juiste draught der toestanden, welke hier onder den oorlog hebben bestaan; de maatstaf, waarmede de gewraakte feiten in 1924 wordt gemeten, is verschillend van dien van 1919.

Het is trouwens de les der geschiedenis : Na alle oorlogen, na alle perioden van beroering, hebben de wetgever en de overheid de toegekende straffen, de getroffen maatregelen herzien, als de verwarde feiten, de troebele toestanden, waaruit de gewraakte daden waren ontstaan, een weinig waren bezonken.

Om de zakking van de oorlogskoorts te meten, naar gelang wij van den wapenstilstand verwijderd geraken, hoeve men slechts deze twee uiterste punten te nemen : de veroordeeling tot de doodstraf van een jongeling, Rob. Dewael, wegens het aanvaarden van een plaats van lector aan de Gentsche Hoogeschool, en de vrijspraak van den Heer Coppée. « It is a long way », die heenleidt overschromelijk onrecht, over veel wreedheid, vele tragische gevallen, waarop veel verbittering, wrok en haat, werd gestrooid. Wee hen, die in deze noodlottige reeks het gevaarlijke nummer trokken!

Wij mogen ons de vraag stellen. Waardoor hadden de maatschappelijke vrede,

de eenheid van het land beter gediend geweest, ofwel door het inspannen van de eindeloze reeks van vervolgingen, waardoor wel eenige ware plichtigen gestraft werden, doch ontelbare schuldigen ongestraft bleven, terwijl zoo velen al te zwaar of onverdiend moesten boeten, ofwel door de eenvoudige onderwerping aan de amnestie-formule die reeds in het Vredesverdrag van Versailles was opgeschreven : « Niemand kan vervolgd worden wegens strafbare deelneming aan de oorlogsmaatregelen, die de ondertekening van den Wapenstilstand voorafgaan. »

Zoo luidt art. VI van de wapenstilstandsovereenkomst van 11 November 1918, bekrachtigd door artikel 212 van het Vredesverdrag van 28 Juni 1919, dat door de Belgische wet van 13 September 1919 werd goedgekeurd.

Wegens de uitzonderlijke en buitengewoon ingewikkelde toestanden, die hier tijdens de vijf bezettingsjaren hebben bestaan, had België zelfs *het eerste land* mogen zijn om het grootmoedig gebaar van amnestie te wagen, waartoe in vercheidene andere landen reeds lang werd overgegaan.

Nu is het een der laatste.

« Faut-il amnistier en Belgique? » vraagt de *Revue catholique des idées et des faits* in haar nummer van 21 November l. l. en zij antwoordt :

« Il eut fallu amnistier *motu proprio* depuis bien longtemps. On eut empêché la question de s'envenimer et on eut coupé l'herbe sous les pieds de ceux qui depuis se sont servis de l'amnistie pour entretenir en Flandre l'agitation et le trouble. »

Het is reeds vier jaar geleden, dat de Heer Carton de Wiart in de Kamer verklaarde : « Zeker moeten wij rekenschap houden met nieuwe elementen, die het karakter wijzigen van zekere daden, die ons laakbaar hebben toegeschenen. »

Wij deelen dan ook de meening niet van den Heer Masson, waar hij in zijn laatste redevoering zegde in zake amnestie, dat wij zouden wachten tot dat de openbare meening zich zou gevestigd hebben en tot uiting komen.

Die meening *is gevestigd* in zoo ver dat zij tot een breed gebaar van kwijtschelding der opgelopen straffen bereid is, dat zij den sluier der vergetelheid wil werpen over de gewraakte feiten. En daar, waar men nog niet zou geneigd zijn om de spons te vegen over het verleden, wil men alleszins eene juistere verhouding brengen tusschen de straf en de bedreven fout.

Met langer te wachten speelt men het wapen der beweging voor amnestie meer en meer in de handen der agitatiepolitiekers.

Daar zijn veel bezadigde mensen, ook buiten de politiek, het eens over. De regeering had reeds vroeger het initiatief moeten nemen tot een gebaar van bevrediging, een *motu proprio*, zooals hierboven gezegd, wat rust en kalmte zou gebracht hebben. Door de centruns van verbittering te laten voortbestaan, die zich als een olievlek rond het gezin van den gebroodroofde, of van den gerechtelijk veroordeelde, hebben uitgebreid, werd de weg geopend voor hen, die in den amnestieeisch niet kwijtschelding en bevrijding zien, doch die de beweging trachten te doen ontaarden in een verheerlijking der bedreven fouten. In het belang van deze beweging zouden de veroordeelden zeker beter in de gevangenis blijven en de afgestelden in het gebrek. De Heer Huysmans was volkomen in de waarheid, toen hij in de Kamer verklaarde, dat hij de enkele politieke veroordeelden, die nog in eene Belgische gevangenis zijn opgesloten, als minder gevaarlijk aanschouwde, wanneer zij voor hem als tegenstrevers stonden in een meeting dan opgesloten in den kerker.

De Regeering en het Parlement hebben de macht in handen, om, met een breed gebaar van rechtvaardige vergevingsgezindheid te beletten, dat vele middens, en vooral onze Vlaamsche jeugd, nog langer misleid worden door een beweging voor amnestie, die, zoo zij veel nadeel berokkent aan de rechtvaardige en kristelijke amnestie-gedachte bij de machthebbers, toch ook voor de eendracht en de rust in het land zeer schadelijk is.

Waarom een afzonderlijk voorstel over Bestuurlijke Amnestie? Het is een feit — onvermijdelijk wegens den aard der zaak — dat in alle actie voor amnestie tot nog toe meer het oog werd gehouden op de gerechtelijk veroordeelden, dan op de nochtans veel talrijker categorie der getroffen ambtenaren en bedienden, wier gevallen niet zoo zeer aan het groote publiek bekend zijn, doch die in stilte wellicht stoffelijk en zedelijk meer hebben geleden, en die haast allen in de oogenblikken van blinde drift en geestelijke verwarring werden veroordeeld, zonder openbare aanklacht, voldoende onderzoek, noch proceduur.

De beweegredenen, die tot de wraakbare daad hebben geleid, evenals die, welke op dit oogenblik zoo dringend pleiten voor amnestie en voor herziening der straffen, zijn niet immer dezelfde als in de gerechtelijke gevallen.

En zoo de afkondiging der amnestie hier niet als een platonische verklaring bedoeld is, dan wordt daardoor tevens het moeilijk en ingewikkeld vraagstuk der reïntegratie gesteld.

Om aan dit vraagstuk — dat, wegens de vijf jaren, die over de straffen zijn heengegaan met nog meer moeilijkheden gepaard gaat, — eene onaantastbare oplossing te geven, en in de termen van een wetsvoorstel de proceduur vast te leggen, die door alle bestuurlijke organismen zou moeten gevolgd worden, beschikt alleen de Regeering over al de vereischte gegevens.

Doch, vermits er tot nog toe geen initiatief van haar is uitgegaan en er overal gevraagd wordt, dat er iets zou gedaan worden om zooveel schreiend onrecht te herstellen en zoo vele diep geslagen wonden te heelen, hebben wij getracht de directieven aan te geven, volgens dewelke rechtsherstel zou kunnen verleend worden aan de onrechtvaardig of al te streng getroffen ambtenaren, bedienden en werklieden.

Het is een haast algemeen aangenomen feit, dat men tegenover hen is opgetreden met een overdreven hardheid, een onbetwistbare vooringenomenheid en een onloochenbare miskennis van den werkelijken toestand, waarin de strafbare daden zijn ontstaan.

Oorlogstoestanden, waarin de gewraakte feiten zich hebben voorgedaan.

Hebben de overheid en de rechters, door haar aangesteld, zich rechtzinnig trachten terug te plaatsen in de tijden van ontredde ring, van onzekerheid, van besluiteloosheid, waarin de gewraakte feiten zich hebben voorgedaan?

De bekwaamste rechtsgeleerden, verscheidene hier gebleven Kamerleden, latere ministers, hadden, ofwel geen, ofwel tegenstrijdigen raad gegeven aan de ambtenaren, die hun kwamen vragen welke houding hun door de omstandigheden was geboden.

Vele gestraften waren in dienst gebleven, hadden een betrekking of bevoor-

dering aanvaard op het aanraden van gezaghebbende personen, die alle later den moed niet gehad hebben hierin hun verantwoordelijkheid te dragen : « Zij zouden wachten, om hun woord gestand te blijven, tot de openbare meening tot kalmer gevoelens ware gekomen ! »

In « *La Gazette* » van 8 Maart 1923 beschrijft een ambtenaar zij wedervaren op volgende wijze :

« Ik wil vooreerst doen opmerken dat in al de ministeriën, andere dan dat der Spoorwegen, de ambtenaren en bedienden gemachtigd geweest waren om te arbeiden onder het toezicht der Duitschers, en dat omtrent al de belanghebbenden dienvolgens de door den bezitter geëischte loyauteitsverklaring moesten teekenen.

» Het was slechts in 1917, toen de Duitschers de bestuurlijke scheiding verordenden, krachtens dewelke de Waalse ambtenaren naar Namen werden gestuurd, dat de betrokkenen zich afvroegen of zij op hun post moesten blijven of hun ontslag indienen.

» Te zamen met andere collega's van het ministerie, waartoe ik behoorde, ging ik mijn secretaris-generaal raadplegen omtrent de houding die we moesten aannemen. Deze zegde ons dat eenieder moest handelen volgens zijn geweten en dat hij geen raad had te geven. Later vernamen wij, echter, dat hij onderrichtingen uit de Havre had ontvangen en dat hij aan de Duitschers een verlof van zes maand had gevraagd en dat verlof verkregen had.

» Zijn dubbelzinnig antwoord deed ons besluiten leden van Kamer en Senaat te gaan opzoeken. Sommige onder hen waren verdeeld omtrent de aan te nemen houding en omtrent de verklaring, te geven aan de Conventie van den Haag; andere waren van oordeel dat wij op onzen post moesten blijven, de politiek volgen van het geringste kwaad met voort te gaan de belangen te dienen van onze zoo vreeselijke beproefde medeburgers :

» — Alzoo — zegde ons een Minister van Staat — zult gij de ontredde van den dienst en den warboel beletten.

» Prinsen der Kerk deelden deze meening.

» Verscheidene agenten volgden dien raad, wanneer hogere ambtenaren hun ontslag indienden, omdat zij het bevel daartoe hadden gekregen. Ten gevolge van die ontslaggevingen, kwamen sommige betrekkingen open en werden ingenomen door oude bedienden, wat voor dezen een verhooging van enkele honderd franks beteekende, — een kleinigheid, gezien de levensduurte destijds tot een duizeligwekkende hoogte was gestegen. »

Zoo kwam het, dat vele ambtenaren en bedienden naar Brussel overgeplaatst werden op uitdrukkelijk bevel, hun door hun rechtstreeksche overheden, *zonder de minste op- of aanmerking*, overgemaakt.

De Duitschers hebben ten anderen gebruik gemaakt van de dwangformulen, die zij in het arsenaal der Belgische ministeriële verordeningen hadden ontdekt, en waardoor, in geval van weigering, met verlies van jaarwedde werd bedreigd.

Zoo werden bijvoorbeeld de postontvangers gedwongen hun dienst te hervatten, en, in geval van weigering, stelden zij zich bloot aan straffen én vanwege den bezetter én vanwege de Belgische Regeering, zooals blijkt uit tal van getuigenissen, onder meer uit een brief, uitgegeven in *La Gazette* en waarin een Belgisch dienstoverste aan de postontvangers in een door hem geteekend dienstbevel liet weten, dat het personeel den dienst *moet* hernemen, en dat hij met

opschorsing van jaarwedde zal straffen al degenen, die dit bevel niet zullen volgen. Het stuk is gedagteekend van 7 September 1915.

Velen hebben dan ook *goed werk* verricht met op hun post te blijven. Men haalt het geval aan van een postambtenaar, den Heer Lepère, die niet aarzelde om een brief in te houden; aldus kon hij twee andere Belgische ambtenaren verwittigen, dat zij gevaar liepen, en dat zij de bewijzen moesten doen verdwijnen, die de Duitsche gevangenschap, misschien de kogel, voor hen had kunnen tot gevolg hebben.

Anderzijds heeft niemand eraan gedacht het de ontvangers van belastingen kwalijk te nemen dat zij op hun post zijn gebleven.

En hebben in het onderwijs de in dienst gebleven opzieners, juist door dit in dienst blijven niet belet, dat het heele bestuur van het onderwijs in handen viel van den bezetter? Trouwens het heele centrale bestuur van het onderwijs heeft blijkbaar ook zoo geoordeeld, want het is na de scheiding, en zelfs gedurende die scheiding, nog zekeren tijd aan het werk gebleven. Alleen de gedwongen overplaatsing naar Namen, eenige maanden later, heeft verzet doen ontstaan. Wie is de rechter, die in geweten kan verklaren welke ambtenaar in dit verzet niet ver genoeg is gegaan, en een andere wel? Wie is het, die de psychologie durft beoordeelen van hen, die niet precies gehandeld hebben gelijk zekere hunner ambtgenooten? En waarom de eenen broodrooven en anderen bevorderen?

De gevallen in het onderwijs zijn talrijk en onthutsend. Waar was de vaste leidraad? De Belgische Regeering heeft het land, na den oorlog, voor geen grooter geestelijk en verstandelijk oorlogspuin willen stellen door de opheffing van het onderwijs in het bezette gebied af te kondigen. De niet gemilitariseerde leerkrachten, in het buitenland vertoevende, werden naar België teruggestuurd; zelfs zijn er tuchtmaatregelen genomen geworden tegenover hen, die hun dienst niet hadden hervat.

Zoo het onderwijs moest voortgezet worden, in hoeverre mochten dan de openvallende plaatsen ingenomen worden? Wie adde hier met vaste hand de scheidingslijn kunnen en durven trekken tusschen het geoorloofde en het niet geoorloofde, evenals tusschen alle verboden en toegelaten betrekkingen met den bezetter? Het gaat niet op schuif te gaan achter de vage formule: « Ieder handele volgens zijn geweten. » Ofwel het al te simplistische criterium toe te passen: « Plaats of promotie aangenomen, dus strafbaar. »

Na de *verklaring van Staatsman Levie voor het Assisenhof te Namen*, heeft men in het land groote oogen opgezet, toen men vernam dat de algemeene secretarissen der verschillende departementen uitdrukkelijke onderrichtingen zouden hebben ontvangen met de opdracht dezelve aan hun personeel mede te deelen. Was het haast voor alle lagere beambten *geene voldoende verontschuldiging*, dat de hogere ambtenaars, uit vrees voor moeilijkheden, deze instructies slechts aan een zeer gering getal ondergeschikten hebben durven mededeelen?

Om hun geweten te leiden, hadden deze beambten immers geen ander richtsnoer dan de *weifelende houding der gezaghebbende personen en al de tegenstrijdigheden*, die rond hen gebeurden: Hier zagen zij de Haagsche Conventie invoeren, daar ze vervallen verklaren; volgens de eenen moesten de ambtenaars der finanties aftreden, volgens de anderen zich houden aan den vertrouwelijken omzendbrief

van 31 Juli 1914; men zag de universiteiten in België sluiten, maar de hogeschool van Rijsel werd geopend; België maakte besluitwetten voor het bezette gebied, Frankrijk niet; aan den bezetter werd het recht ontzegd wetten te maken, doch het Verbrekingshof valideerde de Duitse huishuurwet. Moest men te midden van die tegenstrijdigheden, niet rekening houden met de mogelijkheid, dat een ambtenaar *eerlijk de meening kon zijn toegedaan* — en die meening was van hooger hand geuit geworden — dat de vaderlandsliefde van alle Staatsburgers eischte, dat ze op hun post bleven, en dat zij, in het belang van het reeds zoo zwaar beproefde land, zich aan sommige maatregelen, door den bezetter genomen, onderwierpen om den geregelde gang van het bestuur te verzekeren, de openbare diensten niet te ontredde en... door de Duitse beambten de plaatsen niet te laten innemen?

En toen wij zelf Duitsch grondgebied bezet hielden, was het ook niet op de Haagsche Conventie, dat onze vertegenwoordigers zich steunden om van de Duitse beambten, loyale medewerking te vragen om normale toestanden te onderhouden in de bezette gebieden.

Het is tegenover deze ingewikkelde gewetensvraagstukken, verwekt door de verwarde toestanden der bezetting, dat Mgr Mercier, naar aanleiding van het laatste beruchte oorlogsproces, heeft geschreven :

« Ik heb ook aldus gehandeld inzake den arbeid onzer werklieden. Ik heb, vervoerd als niemand, onze werklieden bewonderd, die de heldhaftigheid zoover gedreven hebben zich liever te laten wegvoeren dan hun handenarbeid aan den vijand te leveren. Maar ik heb ook bepaald deze of gene nijveraars of handelaars goedgekeurd, die, om hun arbeiders werk te geven, zich blootstelden aan het kwaad, den vijand een gedeelte van hun produkten te moeten leveren.

Ik voeg erbij, dat ik nooit den steen heb durven werpen naar een andere categorie werklieden, die, om hun vrouw en kinderen brood te bezorgen, den vijand geholpen hebben in de arsenalen van Mechelen en Leuven.

Het is goed, het is schoon de heldhaftigheid te bewonderen; niemand heeft echter het recht ze als wet te verplichten.

De gewetensvraagstukken, welke zich tijdens den oorlog opdroegen, waren dikwijls zeer ingewikkeld. Zij behelsden in meerdere gevallen verschillende oplossingen, dikwijls zelfs tegenovergesteld, die, zoowel de eene als de andere, konden verrechtvaardigd worden.

Men moet den geestestoestand van de Belgen onder de Duitse bezetting, vaak angstig en zwaarmoedig, niet gokend hebben om vandaag van allen 'n gelijk-aardige gedragslijn te eischen. »

Door de uitspraak van het assisenhof in het proces Coppée werd *geen nieuwe rechtspraak gehuldigd*, zooals het tijdens de interpellatie hierover verkeerdelijk werd voorgesteld; doch door deze vrijspraak werd in klaar daglicht gesteld *de nieuwe opvatting over de strafbare handelingen en gedragingen*, die van lieverlede in alle kringen van de bevolking begint door te dringen en die door den heer de Broqueville de keuze van « de mindere kwaal » werd genoemd.

De Onderzoekscommissies en Eereraden.

De rechtspleging, die door de verschillende departementen is gevolgd geworden voor de toepassing der tuchtmaatregelen, het onttrekken aan den beschuldigde van de meest elementaire middelen tot verdediging, hebben wellicht nog het meest bijgedragen tot het verwekken van onrechtvaardige en tegenstrijdige uitspraken.

Wij mogen zeggen, dat de Staat — om zijn contract met den betrokken ambtenaar, te breken, — zich al te willekeurig alle recht van aanklacht, instructie, beoordeeling en vonnis heeft toegeëigend. Hij was en bleef doorgaans rechter en partij en dat in eene zaak, waar de politieke opvatting weleens den doorslag gaf.

Het ware wellicht wenschelijk geweest voor zulke gedingen tijdelijk, en met een bepaalde opdracht, 'n soort Bestuurlijke Rechtbank of Raad van State in te richten, die het karakter zou hebben gehad van den reeds meermaals gevraagden arbitrage- of scheidsraad. Maar neen, door Koninklijk Besluit van 1919 werd overgegaan tot de instelling van de zoogenaamde onderzoekscommissies en van de Eereraden.

De eerste waren volledig, de tweede grootendeels samengesteld uit ambtenaren of gewezen ambtenaren.

Beroepsvervorming, soms oude wrok of afgunst, onbekwaamheid om den gemoedstoestand te vatten, waaruit de misslag was geboren en « last not least » bevreesdheid voor de overheid of voor een ziekelijke naoorlogsche openbare meening, die door de pers op kunstmatige wijze werd opgezweept, maakten hen *onbekwaam* om een gezond en niet vooringenomen oordeel te vellen.

De meest onbetrouwbare, onzinnige, zelfs anonieme aanklachten werden in aanmerking genomen, en, zoo men het altijd niet aangedurfd heeft deze in de conclusies aan te halen, dan bleven zij toch in de dossiers en hebben er toe bijgedragen om de noodlottige atmosfeer rond den beschuldigde te scheppen en zijne positie in zijn vroeger ambt onmogelijk te maken.

Wij hebben gelegenheid gehad ons inzage te nemen van eenige zulke dossiers : de haatdragende getuigenissen, de gekke, ja gemeene uitlatingen, die daarin voorkomen, de verklaringen van ongegronde patriotische verontwaardiging kunnen alleen verklaard worden door verkropten broodnijd, politieken haat of door het overal doorstralend streven van ongeduldige ambtenaren, om zich door een klinkende getuigenis aan de aandacht der hoogere overheid op te dringen. Het is hard deze punten te moeten vaststellen, maar het is de waarheid en het gaat hier om de waarheid.

De rechtspleging verleende anderzijds aan beschuldigten zelfs de middelen van verdediging niet, waarover een misdadiger tegen het gemeene recht beschikt. Daar waar het gold hunne eer, hun bestaan en dat van hunne kinderen te redden, mochten zij zich niet eens door een *verdediger* laten bijstaan : Zij kregen geene inzage van de stukken van hun dossier ; hun werd geene mededeeling gedaan van de tegen hen afgelegde *getuigenissen*, soms zelfs niet van de hun ten laste gelegde feiten. De getroffen tuchtmaatregel werd hun medegedeeld ; doch *de besluiten der onderzoekscommissie*, waarop deze maatregel steunde, zijn door de meesten tevergeefs aangevraagd geworden.

Wat den Eereraad betreft, — wij zullen de eerbaarheid van zijne leden niet in twijfel trekken — hier hebben ook aan den beschuldigde de meest elementaire verdedigingsmiddelen ontbroken. Deze moet steeds het recht behouden, dat hem zelfs door de Inquisitie niet is onttrokken geworden, zijn beschuldiger en de getuigen te kennen, en een verdediger te hebben in een openbaar debat.

Ligt de veroordeeling van deze rechtspleging niet in den omzendbrief van Juni 1921, waardoor in het departement van spoorwegen een *beroepsraad* werd ingesteld, waarover wij verder zullen spreken?

« Het zal noodig zijn, rechtvaardigheidshalve (dans un but d'équité) tot eene algemeene herziening over te gaan van straffen, die wegens activisme of onvaderlandsche daden werden opgelegd ».

Die « rechtvaardigheidshalve » valt tamelijk zwaar op de beslissingen van den eereraad.

Gebrek aan verantwoordelijkheid voor de getroffen maatregelen.

Voor hunne verantwoordelijkheid houden de onderzoekscommissies en eeeraden zich *schuil* achter den minister, die in hoogste instantie de beslissing nam, voortvloeiend uit hunne conclusies.

Doch het is kenschetsend voor den toestand — en voor de schrik aanjaging, verwekt door de ketterjagers der Brusselsche pers, — dat de minister ook wel eens dekking zoekt achter zijnen eereraad, wanneer hij wegens een al te strenge beslissing in het nauw werd gebracht. Alzoo is het gebeurd — de heer Van Cauwelaert heeft het in de Kamerzetting van 25 Januari 1921 bewezen — dat de minister, in strijd met zijn eigen overtuiging, eene afstelling onderteeekende, omdat hij terugdeinsde voor den eereraad, *die met aftreden dreigde*. Wij hebben zelfs gezien dat ministers den door hen getroffen, al te strengen maatregel, lieten verkrachten, hun gezag lieten snuiken door eereraden en ambtenaars, die zich boven den minister stelden en, die — volgens een geliefkoosde uitdrukking — met « démission en bloc » dreigden, zoo deze of gene collega-landverrader, wiens geval niet eens was onderzocht, zijne functies en zijne broodwinning niet onmiddellijk neerlegde.

De heer Destrée noemde zulks met elegant maar ook wreed scepticisme : « incompatibilité d'humeur ». Om die moeilijkheid te keeren, werd de ambtenaar wel eens verplaatst « een poging om hem aan het midden aan te passen », zegde de heer Destrée, doch waardoor een veelbelovende loopbaan in vele gevallen voor goed werd geknakt.

En terwijl dit allemaal bij ons gebeurde en heele reeksen van slachtoffers vielen, stond het buitenland verbaasd toe te kijken naar zooveel harteloosheid, en vroeg het zich af of wij nog niet genoeg geleden hadden, om ons onder elkaar zooveel naoorlogse wonden toe te brengen,

Verschillende maatstaf voor burgerlijke en militaire ambtenaren.

Wij zijn het roerend eens met den Heer Drèze, waar hij tijdens de interpellatie Doms-Huysmans sprak over de gelijkstelling van *burgerlijke en militaire ambtenaren*. Het loont wel de moeite een oogenblik stil te staan bij de twee maten en

twee gewichten, die hier gebruikt werden. Van den eenen kant werden *honderden officieren*, die er van beschuldigd waren zonder reden van noodzaak, de Hollandsche grenzen te zijn overgetrokken, voorloopig aan de gevaarlijke naoorlogsche atmosfeer onttrokken, door hen een paar jaren *op wachtgeld* te stellen, en toen de koorts van het ketterjagen voorbij was, werden zij stilaan, één voor één, voor een *beroepsraad* gebracht en vrijgesproken.

Hebben wij niet *fortcommandanten* zien veroordeelen *tot minder dan tien jaar* gevangenis, hoewel bewezen was dat zij hunne versterking, tegen alle bevelen in, hadden verlaten? Waarom tot minder dan tien jaar? Opdat zij dan door eene algemeene *amnestie*, die *enkel op officieren toepasselijk is*, zouden worden opgevischt en zij hunne wedde dan mochten behouden.

Heeft men zoo met de burgerlijke ambtenaren gehandeld?

Uit zwakheid tegenover eene kunstmatig opgezweepte openbare meening, werden zij aanstonds voorgeroepen, afgesteld en met oneer beladen. Waarom werden voor hen strenger vaderlansche begrippen, een strenger patriotisch criterium vereischt dan voor de militaire ambtenaren?

Brocinesten van verbittering.

De overdreven strengheid, ja, de onrechtvaardigheid van vele dezer straffen, hebben in alle middens brocinesten van verbittering verwekt, waarin alle extremistische bewegingen gemakkelijk teerden : broeders, zusters, kinderen, kennissen en verwanten, ja, soms een heele gemeente, die partij kiezen voor den gebroodroofde.

Zoo er maar eenige honderden zijn, die door afstelling werden getroffen, zoo zijn er duizenden, die van dat alles mede den last, de smart, de schade, de schande dragen en wier hart steeds met verontwaardiging, verbittering en wrok is gevuld.

Om maar een voorbeeld aan te halen : Hebben zij voldoende nagedacht over de gevolgen van hun maatregel, zij, die aan de onderwijzers van 1917 en 1918 hun diploma hebben ontnomen en nog steeds voortgaan met deze jongelingen nutteloos te plagen, zelfs nadat zij zich aan een nieuw examen hebben onderworpen? Zij klagen soms over den gemoedstoestand, die heerscht in sommige middens van Vlaamsche onderwijzers, en dragen zij zelf daaraan geen groote verantwoordelijkheid?

Hoe zou er in de omgeving der afgestelde ambtenaren geen verbittering gekwekt worden? De meesten hebben een leeftijd bereikt, waarop het zeer moeilijk is aan een nieuwe broodwinning te geraken; wegens de vlek, die men op hen wierp, worden zij als activisten gebrandmerkt en overal uitgestooten. Wanneer zij soms bij verrassing ergens aan een broodwinning geraken, dan zijn de ketterjagers, zelfs gewone concurrenten, er nog dikwijls aanstonds bij, om ze uit sluiten. Er is een haat, die zich noch vaderlandsch, noch christelijk mag noemen, de haat, die niets wil hooren, niets wil voelen, die maar kan gekoeld worden als de gebrandmerkte ambtenaar van gebrek vergaat, of als lijk terug naar het vaderland gevoerd wordt. Vele ambtenaren werden aldus niet ééns maar ontelbare malen gestraft.

Hun toestand wordt op dit oogenblik door sommige private inrichtingen uitgebuit, die hun bekwaamheid en hun arbeid voor een korste broods afkopen.

Wegens de plagerijen en de vervolgingen zijn er verscheidene van droefheid en gebrek vóór hunne jaren ten grave gedaald.

Is het dan te verwonderen, dat de man in de straat de voor de hand liggende vergelijking maakt : eenerzijds de gebroodloofde ambtenaar, die, trots de zoo kwalijk gewonnen broodwinning, toch gedurende den ganschen oorlog tegen het gebrek heeft gestreden, en anderzijds de wegens den oorlog rijk geworden handelaar, die toch in eerste, tweede of derde hand, bewust of onbewust, handel dreef met de Duitschers en die wellicht nog op tijd gekomen is, om een der onderscheidingen in te palmen, die na den oorlog zoo kwistig werden uitgedeeld.

Pogingen tot herziening der straffen.

Reeds meermaals zijn er in het parlement stemmen opgegaan om de regeering te wijzen op haar plicht, over te gaan tot een algemeene herziening der tuchtmaatregelen, die na den wapenstilstand werden getroffen.

Door de interpellatie Huysmans-Van Cauwelaert van 25 Januari 1921 werd de aandacht van het land en van de regeering op dezen toestand gevestigd.

Reeds in 1920 had de senaatscommissie voor de begrooting van spoorwegen voorgesteld, dat de regeering zich milder zou toonen en « dat men beslist *den weg der verzoening* moest inslaan in plaats van de verbittering gaande te houden, welke voor de eendracht en de verstandhouding onder de burgers hoogst schadelijk was ».

In het departement van spoorwegen werd er dan ook een beroepsraad ingesteld, die over honderden gevallen te beslissen had. De beslissingen van dezen herzieningsraad bleven echter doordrongen van denzelfden geest als de vroegere eeeraden, hetgeen onvermijdelijk was wegens zijn samenstelling.

Er werd nochtans door den beroepsraad in al te ergerlijk onrechtvaardige gevallen de terugroeping van den getroffen ambtenaar voorgesteld, dan werd deze beslissing nog dikwijls *door het kabinet* verbroken; zulks was des te meer onaanneembaar, daar de middelen van verdediging, waarover de ambtenaar voor den beroepsraad had beschikt, hem niet konden volgen zoodra zijn geval voor het kabinet werd gesteld.

De meeste departementen hebben ten andere nooit over eenen herzieningsraad beschikt. Wordt in zulk geval aan den betrokken minister een herziening gevraagd, dan kan hij zich onmachtig verklaren om de beslissing, door zijn voorganger getroffen, te verbreken, daar hij niet over een organisme beschikt, waaraan de nieuwe instructie te onderwerpen.

Het scheen nochtans aangeduid, dat de Regeering dezelfde proceduur voor alle departementen zou behooren te volgen. Zij had ze innumers ook gevolgd voor de afstelling, of de bestraffing.

Door het Koninklijk Besluit van 5 October werd zelfs een besluit van den gemeenteraad van Antwerpen vernietigd, waardoor verscheidene onderwijzers, tegenover dewelke het huidige bestuur meende, dat al te streng was opgetreden tot den dienst werden teruggeroepen.

Zulks was niet alleen eene inbreuk op de autonomie der gemeenten, doch verwonderlijk mogen de beschouwingen heeten, waarop deze beslissing steunde.

« Aangezien bij geene enkele wettelijke bepaling voorzien is, dat eender welke overheid de door de bevoegde machten regelmatig genomen tuchtbesluiten geheel of gedeeltelijk kan hervormen; aangezien diensvolgens deze besluiten vast zijn;

« Aangezien de wet ook geen rechtspleging tot herziening voorziet, waarbij het geoorloofd zij de definitief geworden besluiten van de bestuurlijke overheid in te trekken. »

Het was het juridisch principe : « Eens gestraft, blijft gestraft ! » Geen mogelijkheid om er nog op terug te komen : er wordt dus verondersteld, dat men bij het toedienen der straf *onfeilbaar* is !

Deze wonderlijke beslissing van den Heer Minister Berryer gaf aanleiding tot het voorstel Soudan-Huysmans, dat aan de provincie- en gemeenteraden toeliet de afgestelde bedienden en onderwijzers met eene nieuwe bediening te bekleeden.

Na de verklaring van den Heer Pouillet in de secties der Kamer, bleek het nutteloos verder aan te dringen en mochten de gemeenten overtuigd zijn, dat dergelijke besluiten door de regeering niet meer zouden verbroken worden. De indruk is echter, dat er eene wetgeving voor administratieve afbraak bestaat, maar niet voor herstel, zelfs bij vergissing. En in deze leemte voorziet dit amnestie voorstel.

Het verlies van de rechten op pensioen.

Het recht op pensioen maakt deel uit van het contract tusschen den ambtenaar en den Staat ; dit recht werd al te willekeurig in deze gevallen door den Staat teruggenomen.

De rechten op pensioen zouden steeds onaangetast moeten blijven : De zwaarste misslag veegt toch de diensten niet uit, die een ambtenaar gedurende den ganschen duur eener lange onberispelijke administratieve loopbaan aan de gemeenschap heeft bewezen.

Ik ken het geval van een provincialen ambtenaar, die, na meer dan veertig jaar onberispelijken dienst, werd afgesteld en dan nog wegens feiten, waarin zijne verantwoordelijkheid zeer betwistbaar was. Hij verloor zijn recht op pensioen gelijk de anderen.

Vele vooraanstaande leden van ons Parlement zijn dan ook van meening, dat uit de wet op de pensioenen de bepaling zou moeten verdwijnen, waardoor de afstelling ook het verlies van de rechten op pensioen medebrengt. In zijn wetsvoorstel op het pensioen der gemeenteontvangers heeft de Heer Maenhout dat recht ook in geval van afstelling behouden.

Aan de afgestelde ambtenaren werd toegestaan, dat hunne weduwe en wezen hun recht op pensioen zouden behouden, als er voortgegaan werd met storten na de afstelling. Op het oogenblik dat alle bestaansmiddelen hun door de afstelling ontruikt werden, was zulks aan de meeste ambtenaren onmogelijk. Zij, die later elders aan een broodwinning geraakten, hebben de achterstallen willen storten, doch, zoo onze inlichtingen juist zijn, zouden deze stortingen door sommige pensioenkassen een jaar na de afstelling niet meer aanvaard zijn geworden.

Wij overdrijven niet met te zeggen, dat de gevolgen der gerechterlijke veroordeeling in vele gevallen minder erg geweest zijn dan deze der administratieve straf, die voor den ambtenaar medebracht de berooving van ambt, van inkomen, van pensioen, van zijn eer, van de vrucht eener gansche loopbaan, ja, haast van het recht op het levensbestaan voor hem en zijn gezin.

II.

AMNESTIE, RECHTEN OP PENSIOEN, REINTEGRATIE, HERZIENING.

Vroeger hadden wij de instelling voorgestaan eener interministerieele beroepscommissie, waaraan al de getroffen ambtenaars hun geval opnieuw zouden kunnen onderwerpen.

Doch niet alleen zou deze volledige herziening veel tijd vragen, veel moeilijkheden medebrengen en oude wonden openscheuren, — vooral zoo men een ernstige, onpartijdige herziening wil verwekken — doch vijf volle jaren scheiden ons reeds van den wapenstilstand en de meeste getroffen ambtenaren en hun gezin hebben ten gevolge van hunne straf, zooveel stoffelijke en zedelijke schade, ja zooveel gebrek geleden, dat de gevolgen van den tuchtmaatregel, zelfs door de meest harteloozen, als een voldoende straf mogen aanzien worden voor de ergste tekortkomingen.

De meeste landen zijn ons reeds met een amnestiewet over de oorlogsfeiten voorafgegaan : De bestuurlijke amnestiewet, die door het Fransche Parlement werd aangenomen, dekt zelfs feiten, die *na* den oorlog zijn gebeurd.

De groote moeilijkheid in zake administratieve amnestie, bestaat natuurlijk hier, zooals in Frankrijk, in de reïntegratie, zonder dewelke de amnestie voor de niet-gepensioneerden een doode letter blijft. De plaats der gestraften werd nagenomen, dikwijls door oud-strijders, en er kan hier geen sprake zijn, dezen de plaats te doen ruimen.

De terugroeping moet gebeuren door de uitvoerende macht, n. l. de ministers bij wien de goede wil om de afgestelden opnieuw te aanvaarden zeer verschillend is. Wat de provinciën en gemeenten betreft, hier kan het parlement ook niet meer doen dan directieven geven, opdat zij, volgens het voorbeeld van Antwerpen, tot de herziening zouden overgaan.

Daarbij zijn de meeste besturen overbevolkt en wordt er langs alle zijden naar gestreefd om het getal ambtenaars in te krimpen. Maar evenmin als ten tijde der afzetting het argument van een te kort aan ambtenaren de tuchtmaatregelen tegenhield, evenmin moet thans het teveel aan ambtenaren de menschelijkheid en de rechtvaardigheid in den weg staan. Het getal der afgestelden, die voor reïntegratie zouden kunnen in aanmerking komen, is niet zoo bijster groot.

Volledige gegevens hierover werden tot nog toe door de regeering niet verschaft. Volgens een antwoord van den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken op een parlementaire vraag van den Heer Borginon, zouden er « wegens politieke handelingen » voor de verschillende departementen buiten Spoorwegen — Vlaamingen, Brusselsaars en Walen — 172 afgestelde ambtenaren en bedienden zijn.

Voor het departement van spoorwegen, posten en telegraphen zal dit getal

ongeveer overeenkomen. Doch volgens de laatste verklaring van den Heer Pouillet zouden er daarbuiten duizenden spoorwegarbeiders afgedankt zijn geworden, omdat zij voor den bezetter hadden gearbeid. Wij verwijzen hiervoor naar de boven aangehaalde uitspraak van Cardinaal Mercier : het uur van de genade en voor de terugroeping tot den dienst, zoo zij zulks aanvragen, heeft voor deze arbeiders lang geslagen.

Daar de amnestie alleszins als gevolg moet hebben het weergeven der rechten op het pensioen, zal er *een groot gedeelte* niet meer voor de reïntegratie in aanmerking komen, omdat zij hunne rechten op pensioen zullen doen gelden.

Daarom zijn wij van meening, dat de pensioneering zoo breed mogelijk moet toegepast worden. Er zijn er echter ook, vooral onder de ambtenaars en bedienden, die de geschikte diploma's of kundigheden bezaten, om zich buiten de administratie een broodwinning te bezorgen, die in het land of in den vreemde tot een zekere positie zijn geraakt en die daarom ook niet meer wenschen terug te keeren. Ook dezen vallen weg.

De ambtenaren en bedienden, die voor de reïntegratie nog zullen in aanmerking komen, en die, na aftrek der twee hooger genoemde categoriën niet meer talrijk zullen zijn, zouden de plaatsen innemen, die door pensioneering, ontslag, overlijden of op andere wijze te begeben zijn. Wat de administrative hoedanigheden betreft, moet men bekennen, dat de meeste afgestelden ambtenare van eersten rang waren, en dat door hunne terugroeping het peil van het betrokken bestuur niet zou verlaagd worden. Te meer daar er zoo veel geklaagd wordt over de jongere elementen, die na den oorlog werden aangeworven,

De terugroeping, volgens artikel III van ons voorstel, is op zich zelf voor de afgestelden, een vermindering, die aan velen zal hard vallen; zij worden terug benoemd in den laatsten graad, waarin zij door een erkende Belgische overheid werden aangesteld. Zulks beteekent zeven jaar, en meer, verlies van bevordering.

Daarom scheen het ons billijk, dat bij uitzondering aan de ambtenaren, die zich onrechtvaardig getroffen achten en die daarom geen amnestie maar rechtsherstel wenschen, gelegenheid geboden werd, om hun onschuld in het licht te stellen.

Gezien de moeilijkheden, die de reïntegratie biedt, vooral zoo het aan goeden wil ontbreekt bij het betrokken bestuur — zooals reeds gebleken is —, hebben wij het onontbeerlijk geacht, dat een Parlementaire Commissie, behoorlijk aangevuld, die het oog zou houden op alle besturen, als gezaghebbende bemiddelaar zou optreden tusschen den terug te roepen ambtenaar en het bestuur, dat hem in zijn vroegere of een gelijkaardig ambt zou kunnen aanvaarden. Het is dus *geen inbreuk op de scheiding der machten*, maar enkel eene aanpassing van eene macht tot de andere, bij gebrek aan een Raad van State, die in andere landen bestaat, en in onze Constitutie ontbreekt.

Zeker kunnen er tegen de samenstelling van dezen Hoogen Raad zekere bezwaren geopperd worden, vooral zoo hij als Herzieningsraad moet zetelen. Doch wij meenen, dat deze inrichting, door de omstandigheid vereischt, het bes de openbare meening vertegenwoordigt, de meeste waarborgen van onpartijdigheid biedt, om de gewraakte handelingen op objectieve wijze te beoordeelen en diensvolgens voorstellen te doen aan de betrokken besturen,

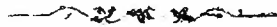
Wat de ambtenaren betreft, die niet door eene erkende Belgische overheid werden aangesteld en die hun eerste benoeming van het Duitsch of het separatistisch bestuur ontvingen, die mogen bij de huidige administratie noch geweerd, noch eventueel achtergesteld worden, want, worden zij nu reeds als niet-bestaande beschouwd door de departementen, dan brengt de geest van deze wet mede, dat ook hun verleden geen bezwaar meer oplevere voor een nieuwen dienst bij de openbare besturen.

* * *

Door dit voorstel hebben wij eerlijk getracht een einde te stellen aan pijnlijke toestanden, die als een kanker vreten aan het maatschappelijk leven van ons land. Wij beweren niet dat wij voor dit ingewikkeld en veelzijdig vraagstuk de oplossing aangebracht hebben, die onberispelijk en volledig zal blijken wanneer zij op ieder afzonderlijk geval wordt toegepast. Zoo zulks het lot is van iedere wetgeving, zal dit nog meer het geval zijn voor deze poging om een toestand recht te zetten, waarin er zooveel verkorven, zooveel onherstelbaar kwaad werd gesticht. Wij hebben alleszins aan het parlement en aan de regeering de richtlijnen willen aangeven, volgens dewelke deze netelige kwestie moest geregeld worden.

Voor de moeilijkheden, waarmee de toepassing zou kunnen gepaard gaan, mag de verantwoordelijke overheid niet terugdeinzen, en zulks wegens dezelfde redenen van rechtvaardigheid en menscheijkheid, die ons dit voorstel hebben ingegeven.

Em. BLAVIER.



WETSVOORSTEL

**tot verleening van Bestuurlijke
Amnestie.**

ARTIKEL 1.

Amnestie wordt verleend voor al de feiten bedreven gedurende of ten gevolge van den oorlog, die tegenover ambtenaren, bedienden of werklieden der openbare of geconcessioneerde diensten, aanleiding tot tuchtmaatregelen gegeven hebben of nog zouden kunnen geven.

Worden uitgezonderd de feiten, die aanleiding hebben gegeven tot discipline bestraffingen wegens handelingen tegen de eerlijkheid bij het beheer der openbare geldkassen of wegens misdrijven tegen het gemeen recht, door een gerechtelijke veroordeeling bewezen.

ART. 2.

De geamnestieerde ambtenaren, bedienden en werklieden mogen, zonder onderscheid van ouderdom, hunne rechten op pensioen doen gelden. Administratief worden zij daarvoor beschouwd als zijnde in den toestand, waarin zij zich zouden bevinden, indien zij tot nu toe zonder graadverhooging in werkelijken dienst gebleven waren.

In dezelfde voorwaarden, mogen hunne weduwe en weezen hun recht op pensioen doen gelden.

ART. 3.

Er wordt, binnen de maand na de afkondiging dezer wet, een Hoogere Raad ingesteld, bestaande uit vijf leden van Kamer of Senaat, aan te duiden

PROPOSITION DE LOI

d'Amnistie administrative.

ARTICLE PREMIER.

Amnistie est accordée pour tous les faits commis pendant ou à la suite de la guerre et qui ont donné lieu ou pourraient encore donner lieu à des mesures disciplinaires contre des fonctionnaires, employés ou ouvriers des services publics ou concédés.

Sont exceptés de l'amnistie, les faits ayant donné lieu à des peines disciplinaires du chef de malversations dans la gestion de fonds publics ou de délits de droit commun, établis par une condamnation judiciaire.

ART. 2.

Les fonctionnaires, employés et ouvriers amnistiés peuvent, sans distinction d'âge, faire valoir leurs droits à la pension. Administrativement, ils seront considérés, au point de vue de la pension, comme se trouvant dans la situation qui aurait été la leur, s'ils étaient restés en service actif, à l'exclusion de toute promotion.

Dans les mêmes conditions, leur veuve et leurs orphelins peuvent faire valoir leurs droits à la pension.

ART. 3.

Dans le mois de la promulgation de la présente loi, sera institué un Conseil Supérieur composé de cinq membres de la Chambre ou du Sénat, à

door de Kamer, volgens de getalsterkte der partijen, uit een raadsheer van het Beroepshof en uit een secretaris, aan te duiden door den Minister van Binnenlandsche Zaken.

De geamnestieerde ambtenaren, bedienden of werklieden, die wenschen terug in dienst tetreden, zullen daartoe hunne aanvraag richten aan dezen Raad.

Deze laatste zal zich dan in verbinding stellen met de betrokken besturen, om te bekomen, dat de geamnestieerden in hun vroeger of in een ander bestuur zouden opgenomen worden in hun vroegere betrekking of in eene, die bestuurlijk en finantieel gelijk staat met den laatsten graad, waarin zij door een erkende Belgische Overheid werden aangesteld.

ART. 4.

Deze Raad zal insgelijks als Bestuurlijke Herzieningsraad mogen zetelen. In deze hoedanigheid kan hij de aanvragen van ambtenaren en bedienden, die de herziening van hun geval, en, als gevolg hiervan, hunne ineenherstelling vragen, ontvankelijk verklaren en daarover in beroep beslissen.

Voor dit beroep beschikken deze ambtenaren over dezelfde verdedigingsmiddelen als bij de gewone gerechtelijke procedure.

Door de ineenherstelling worden zij administratief gelijk gesteld met degenen die, niet gestraft geweest zijnde, regelmatig in hunnen dienst werden bevorderd.

In afwachting van hunne reïntegratie volgens voorgaand alinea, genieten zij het wachtgeld, voorzien door de wet in de gevallen van schorsing in van het ambt.

De Herzieningsraad zal insgelijks

désigner par la Chambre, d'après la force numérique des partis, — d'un Conseiller de la Cour d'Appel et d'un secrétaire à nommer par le Ministre de l'Intérieur.

Les fonctionnaires, employés ou ouvriers amnistiés, désirant être réintégrés dans le service, devront adresser leur demande à ce Conseil.

Celui-ci se mettra en rapport avec les administrations intéressées, afin que les amnistiés puissent être admis, soit par le service dont ils faisaient partie, soit par un autre, dans leur ancienne fonction ou dans une autre qui, au point de vue administratif et financier, est équivalente au grade qui leur a été accordé en dernier lieu par une autorité belge reconnue.

ART. 4.

Ce Conseil pourra également siéger comme Conseil administratif de Révision. A ce titre il pourra déclarer recevable les demandes de fonctionnaires et d'employés demandant la révision de leur cas ainsi que leur réhabilitation ; le Conseil statuera sur les dites demandes.

Pour cette instance, les agents jouiront des droits dont dispose la défense dans la procédure judiciaire ordinaire.

La réhabilitation les assimile, au point de vue administratif, aux agents qui, n'ayant pas été punis, ont joui de promotions régulières.

En attendant leur réintégration, aux termes de l'alinéa précédent, ils jouiront du traitement d'attente prévu par la loi pour les cas de suspension d'emploi.

Le Conseil de Révision établira éga-

vaststellen in hoeverre en in welke voorwaarden gerechtelijk veroordeelde ambtenaren, die onder de toepassing eener gerechtelijke amnestiewet vallen, of hunne weduwe en weezen, van de voordeelen dezer Bestuurlijke amnestiewet mogen genieten.

ART. 5.

Een Koninklijk Besluit zal binnen de maand na de afkondiging van deze wet de inrichting en de werkwijze van den Herzieningsraad vaststellen.

lement dans quelle mesure et sous quelles conditions des fonctionnaires, sous le coup d'une condamnation judiciaire et tombant sous l'application d'une loi d'amnistie judiciaire, éventuellement leur veuve et leurs orphelins, pourront profiter de la présente loi d'amnistie administrative.

ART. 5.

Dans le mois de la promulgation de la présente loi, un Arrêté Royal déterminera l'organisation et le fonctionnement du Conseil de Révision.

EM. BLAVIER,
H. HEYMAN,
C. HUYSMANS,
FR. VAN CAUWELAERT,
E. SOUDAN,
PH. VAN ISACKER.
